

Du bon usage du « non »

La flamme du traité constitutionnel est morte. Et personne, pas même l'électorat luxembourgeois, ne pourra sérieusement la ranimer. La question est donc la suivante : faut-il se laisser aller à une euro-dépression faite d'inactions et de lamentations ou faut-il se préparer à un combat héroïque pour reprendre l'initiative ? Ni l'un ni l'autre, car ni la dépression ni l'héroïsme ne paraissent à la hauteur de l'enjeu. Ce qu'il faut, c'est essayer de faire un bon usage du « non » maintenant que le résultat est là.

Comment ? La première manière de le faire consiste à se déprendre définitivement de toute nouvelle tentative de « constitutionnalisation » de l'Europe. Certes, ce texte était une fausse Constitution puisque sa ratification était soumise à l'unanimité des Etats membres ; rappelons à ceux que le parallèle avec l'Amérique intéresse que la Constitution américaine est entrée en vigueur alors que l'Etat de New York ne l'avait pas ratifiée. Mais l'idée de Constitution s'est révélée désastreuse. Elle a voulu vendre aux opinions l'idée d'une avancée décisive, d'un tournant, d'un saut qualitatif dans la construction de l'Europe alors qu'elle ne faisait que consolider et corriger le calamiteux traité de Nice. Il ne peut pas y avoir de Constitution européenne tant qu'il n'y aura pas de peuple européen. Toutes les tentatives de « saut qualitatif » réel ou supposé ont historiquement échoué. En réalité, les seules avancées de l'Europe sont celles qui reposent sur ce que Robert Schuman appelait en 1950 des « solidarités concrètes ». Les peuples européens veulent une Europe de solidarités et non une Europe d'institutions. Certes, les institutions sont fondamentales. Mais quand on en vient à croire que les institutions feront avancer les politiques, on se trompe. Abandonnons donc ce débat stérile entre plus d'Europe et moins d'Europe. Demandons-nous simplement : est-ce que nous nous engageons sur la voie des « solidarités concrètes » que les Européens demandent ou sur la voie d'une Europe chimérique que certains veulent construire avec de grands principes généraux et souvent abstraits.

Plutôt donc que d'en appeler à la résistance et à la mobilisation, il faut réfléchir concrètement aux champs des solidarités concrètes que nous pouvons améliorer,

renforcer et créer. Or celles-ci sont innombrables et peuvent être conduites sans nouveau texte. La gouvernance économique de l'Europe peut être améliorée par la mise en place d'un dialogue entre le BCE et l'Eurogroupe. L'amortissement des coûts sociaux liés aux délocalisations peut être pris en charge par les futures perspectives financières. Et il n'y a guère besoin d'une nouvelle conférence intergouvernementale pour relancer la recherche fondamentale européenne, ni pour harmoniser les programmes nationaux de fabrication des armements, préalable indispensable à la naissance d'une Europe de la défense, sans parler bien sûr de la lutte contre le terrorisme.

Joschka Fischer, qui avait lancé le premier l'idée d'une Constitution européenne, s'est lourdement trompé quand, avec beaucoup d'emphase, il avait parlé de l'épuisement de la méthode Monnet en Europe. Valéry Giscard d'Estaing encore davantage quand il se voyait en père fondateur d'une nouvelle Constitution alors qu'il fut pendant toute sa présidence le partisan de l'intergouvernementalisme, la forme politique qui paraît aujourd'hui la meilleure garante du blocage politique. On sait désormais ce qui marche en Europe (les solidarités concrètes) ; on sait ce qui ne marche pas et qu'il faudra bannir (la cathédrale institutionnelle).

La deuxième leçon concerne la France. On peut lire les résultats du référendum comme un refus d'une France frileuse craignant d'affronter la mondialisation et regimbant face aux « réformes nécessaires ». Cette interprétation n'est pas acceptable car, si elle l'était, elle serait accablante à la fois pour nos élites et pour l'Europe. En effet, qu'on le veuille ou non, le référendum a été un référendum socialement très clivé. On avait déjà eu ce résultat à Maastricht. Mais, depuis, le processus s'est considérablement accentué. La France confiante a voté « oui », la France défiante a voté « non ».

Naturellement la gravité de la situation française n'est pas directement imputable à l'Europe. Elle doit beaucoup aux blocages systématiques du système social français, qui ne fonctionne que par inertie et qui se délite par morceaux faute de réforme d'ensemble. Elle doit aussi à l'exceptionnel échec du gouvernement Raffarin en matière d'emploi, échec qui devrait faire école, tant il paraît spectaculaire. Ce modèle libéralo-clientéliste était trop libéral dans ce qu'il avait de clientéliste et trop clientéliste dans ce qu'il avait de libéral. Certes, la gauche n'a pour le moment rigoureusement rien d'autre à proposer. Mais force est de constater en toute équité qu'elle avait compris qu'en période de ralentissement les ressources du keynésianisme - y compris à travers l'emploi subventionné - n'étaient pas forcément la plus mauvaise solution.

Par rapport à l'Europe, que signifie la grave situation que connaît la France. Deux dimensions ici se rejoignent. Parce que la France est un pays à faible consensus social, elle tend toujours à faire faire par l'extérieur les arbitrages qu'elle ne parvient pas à effectuer elle-même. D'où cette hypertrophie du débat européen dans le débat français

avec tous les amalgames et les mensonges possibles. A cela s'ajoute un fait difficilement contestable : l'Europe n'apparaît pas suffisamment protectrice face à la mondialisation. Or la mondialisation appelle ouverture et protection. Mais protection ne signifie pas fermeture des marchés, mais mobilisation des ressources collectives pour faire face aux contraintes extérieures. Généralement, dans les grands pays, c'est l'Etat qui stimule et oriente ces ressources, y compris aux Etats-Unis, où l'Etat fédéral est très réactif et très incitatif dans ses relations avec les acteurs du marché, notamment à travers les dépenses militaires. En Europe, cette fonction supra-régaliennne n'existe pas, sauf pour discipliner les acteurs du marché. Au fond, l'acteur régalien européen parvient à faire régner l'ordre. Mais il ne réussit pas à orienter l'action collective. D'où ce sentiment de déséquilibre entre une « Europe des marchés » superpuissante et une « Europe sociale » plus en retrait faute d'impulsion. Cette dernière viendra-t-elle de M. Blair ? Rien n'est moins sûr. Tony Blair a un projet pour la Grande-Bretagne, mais guère d'ambitions pour l'Europe. Car même s'il pose de fort bonnes questions, le programme de la présidence britannique montre de manière éclatante qu'il n'a aucune proposition concrète à faire sinon celle de suggérer aux autres Européens de suivre le chemin britannique.

C'est à la fois beaucoup pour la Grande-Bretagne et pas assez pour l'Europe.